



Liberté - Égalité - Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET D'EURE-ET-LOIR

Arrêté n° 16-08/41-PREF-CAB du 11 août 2016

autorisant les contrôles d'identité, l'inspection visuelle et la fouille des bagages, et la visite des véhicules circulant, arrêtés ou stationnant sur la voie publique ou dans des lieux accessibles au public

**Le Préfet d'Eure-et-Loir,
Officier de la Légion d'Honneur,**

Vu le code de procédure pénale, notamment ses articles 16, 20, 21, 78-2 (8^e alinéa), 78-2-2 et 78-2-4 ;

Vu la loi n° 55-385 modifiée du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence, et notamment son article 8-1 ;

Vu la loi n° 2015-1501 du 20 novembre 2015 prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence et renforçant l'efficacité de ses dispositions ;

Vu les lois n° 2016-162 du 19 février 2016 et n° 2016-629 du 20 mai 2016 prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence ;

Vu la loi n° 2016-987 du 21 juillet 2016 prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence et portant mesures de renforcement de la lutte antiterroriste ;

Vu le décret n° 2015-1475 du 14 novembre 2015 portant application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 ;

Vu le décret n° 2015-1478 du 14 novembre 2015 modifiant le décret n° 2015-1476 du 14 novembre 2015 portant application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 ;

Vu le décret n°2015-1493 du 18 novembre 2015 portant application outre-mer de la loi n°55-385 du 3 avril 1955 ;

Vu le décret du 4 décembre 2013 nommant Monsieur Nicolas QUILLET, préfet d'Eure-et-Loir ;

Vu l'arrêté préfectoral n°23/2016 du 8 juillet 2016 donnant délégation de signature à Madame Carole PUIG-CHEVRIER, Secrétaire Générale de la préfecture d'Eure-et-Loir ;

Considérant que la prégnance et le niveau élevé de la menace terroriste ayant justifié la déclaration et la prorogation de l'état d'urgence créent des circonstances particulières justifiant la mise en place de mesures renforcées de surveillance et de sécurité ;

Considérant que l'article 8-1 de la loi du 3 avril 1955 susvisée autorise le préfet, durant la période d'état d'urgence, à permettre aux officiers de police judiciaire mentionnés aux 2^o à 4^o de l'article 16 du code de procédure pénale et, sous la responsabilité de ceux-ci, aux agents de police judiciaire et aux agents de police judiciaire adjoints, mentionnés aux 1^o, 1^{o bis} et 1^{o ter} de l'article 21 du code de procédure pénale, à procéder aux contrôles d'identité prévus au huitième alinéa de l'article 78-2 du même code, à l'inspection visuelle et à la fouille des bagages ainsi qu'à la visite des véhicules circulant, arrêtés ou stationnant sur la voie publique ou dans des lieux accessibles au public ;

Considérant que le lundi 15 août 2016 correspond au jour de la fête de l'Assomption, que de ce fait, de nombreuses cérémonies religieuses sont organisées dans des édifices religieux du département d'Eure-et-Loir pour lesquels sont attendus des flux importants de véhicules et de fidèles pouvant atteindre entre 100 et 300 personnes selon les lieux ;

Considérant, dès lors, qu'il y a lieu d'autoriser les officiers et agents mentionnés ci-dessus à procéder aux contrôles d'identité prévus au huitième alinéa de l'article 78-2 du code de procédure pénale et à l'inspection visuelle et à la fouille des bagages et à la visite des véhicules circulant, arrêtés ou stationnant sur la voie publique ou dans des lieux accessibles au public, pendant le délai défini à l'article premier du présent arrêté et dans le périmètre défini à l'article 2 ;

Sur la proposition du sous-préfet, directeur de cabinet

Arrête :

Article 1^{er}

Le lundi 15 août 2016, les officiers de police judiciaire mentionnés aux 2^o à 4^o de l'article 16 du code de procédure pénale et, sous la responsabilité de ceux-ci, les agents de police judiciaire et les agents de police judiciaire adjoints mentionnés aux 1^o, 1^{o bis} et 1^{o ter} de l'article 21 du code de procédure pénale peuvent procéder aux contrôles d'identité prévus au huitième alinéa de l'article 78-2 du même code, à l'inspection visuelle et à la fouille des bagages ainsi qu'à la visite des véhicules circulant, arrêtés ou stationnant sur la voie publique ou dans des lieux accessibles au public.

Article 2

Les contrôles mentionnés à l'article 1^{er} sont effectués dans le département d'Eure-et-Loir, délimités comme suit:

- Le lundi 15 août 2016 – 08h à 11h - Église de Chateauneuf-en-Thymerais - boulevard Jean Jaurès.
- Le lundi 15 août 2016 - 10h à 13h - église de Maintenon - rond point RD 906 - RD 101.5 et carrefour RD 906 Rue de la Ferté et avenue du Maréchal Leclerc.
- Le lundi 15 août 2016 - 10h à 13h - Eglise Saint Thibault à La Loupe - 200 personnes - Place de l'hôtel de ville, intersection rue Pasteur / rue de l'Eglise et intersection rue du cloître / rue du 17 juin 1944.
- Le lundi 15 août 2016 - 10h à 13h - Eglise St Laurent à Nogent-le-Rotrou - rue du pressoir / rue du capitaine Pierre Renou.
- Le lundi 15 août 2016 – 10h à 13h - Eglise de Nogent-le-Roi - place du marché aux Chevaux, rue des Grenets.
- Le lundi 15 août 2016 – 10h à 13h - Église de Anet - rue de la procession, rue de la Presse, rue de l'Église.
- Le lundi 15 août 2016 – 10h à 13h - Église de Brezolles - rue du Boug Viel.
- Le lundi 15 août 2016 – 10h à 13h - Église de Garancière-en-Drouais - carrefour rue de Boissy-en-Drouais / Impasse de l'église.

- Le lundi 15 août 2016 – 10h à 13h - Église St Valérien à Châteaudun - rue Gambetta et parking Sainte Cécile.
- Le lundi 15 août 2016 – 10h à 13h - Église St Georges à Cloyes-sur-le-Loir - rue du 11 novembre, rue des fossés, parking des fossés et rue du 8 mai 1945.
- Le lundi 15 août 2016 – 17h30 à 19h30 - Église Saint Hilaire à Nogent-le-Rotrou - Intersection D955/D370, Place de la gare, Intersection Rue Ste Anne/ D9.1.

Article 3

Le sous-préfet, directeur de cabinet, le directeur départemental de la sécurité publique et le commandant du groupement de gendarmerie départemental sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture d'Eure-et-Loir et dont un exemplaire sera adressé sans délai au procureur de la République.

Fait à Chartres, le 11 août 2016

Pour le Préfet et par délégation,
La Secrétaire Générale,

Carole PUIG-CHEVRIER